

Centre d'Études pour Développement et la Prévention de l'Extrémisme (CEDPE) a initié cet atelier pour permettre aux experts de bien cerner la typologie des acteurs de BokoHaram à travers l'étude de parcours sociaux. connaissance permettrait de proposer un plan cohérent de réinsertion sociale capable de contribuer au développement socio-économique de la région en particulier, et du Tchad en général, sachant que 10% de la jeunesse du Lac Tchad rejoignent BH sur un taux de croissance démographique annuelle de 3,3.

Cet atelier intervient après une mission effectuée par le CEDPE dans la région du Lac Tchad où il a été question d'enquêter sur 285 retournés de BokoHaram sachant qu'il existe environ 3000 retournés qui ne bénéficient d'aucune politique d'insertion socioprofessionnelle.

« L'édification de sociétés ouvertes, équitables, inclusives et pluralistes fondées sur le plein respect des droits de l'homme et offrant des perspectives économiques à tous, est le moyen le plus concret et le plus adapté d'échapper à l'extrémisme violent ». António Guterres, secrétaire général des Nations Unies.

PRESENTATION ET ECHANGES AUTOUR DE LA TYPOLOGIE DES REPENTIS DE BOKO HARAM

25 et 26 octobre 2018 à N'Djamena, Tchad.

Rapport



Photo de famille

SOMMAIRE

Mise en					
contexto	e		•••••		3
Activité	ės				
prélimii	naires				4
	Présentation des par	ticipants, mots de bienvenu	e et présentation d	e la mission du CEDP	'E4
	Exposés divers				4
Déroule	ement des travaux d	e groupe et restitution			10
(Groupe 1 : Parcours	sociaux des acteurs et socia	alisation à la secte	BokoHaram	10
	Groupe 2: Enjeux	et situation des femmes	et enfants dans	les processus d'enré	Slement et
(d'adaptation,	perspectives	en	matière	de
•	désengagement				11
(Groupe 3 : Question	nement méthodologique et	perspectives pour	affiner l'analyse	12
(Groupe 4: Divider	de socioprofessionnelle d	es nouveaux enr	ôlés dans le renforce	ement des
(capacités de résistan	ce et de nuisance de BokoH	Iaram		14
Recomn	nandations				
généralo	es				16
Conclus	sion et perspectives				19
Progran	nme :				20
T !-4- J.					22

Mise en contexte

Situé en Afrique centrale, dans la bande sahélienne, le Tchad fait partie des pays les plus pauvres du monde. Son indice de développement humain fait partie des plus faibles (185ème sur 188 pays)¹, et il a une population de 14 millions d'habitants, constituée à majorité de jeunes. Cette jeunesse qui pourtant devrait efficacement contribuer au développement du pays, semble marginalisée et a un regard peu reluisant sur son avenir. La précarité des ressources naturelles, les grands défis du changement climatique, le chômage, la crise socioéconomique, le faible niveau d'instruction (surtout dans la Région du Lac Tchad²), le faible niveau de qualification et de formation professionnelle, le faible esprit d'innovation et de créativité sont autant d'obstacles qui renforcent la vulnérabilité des jeunes au Tchad. Ces différents facteurs les exposent à divers fléaux et menaces parmi lesquels la recherche du gain facile et les promesses piégées des groupes extrémistes violents.³.

L'extrémisme violent est un phénomène nouveau pour de nombreux pays, et même pour le Tchad. Il sape considérablement les efforts déployés par les Etats en vue de maintenir la paix, le développement, de protéger les droits humains et les libertés fondamentales, mais aussi de promouvoir un Etat de droit. Toutes ces conséquences en termes de pertes en vies humaines et de pertes au plan économique, ont poussé les Etats à s'unir en vue de mener une lutte concertée contre ce mal du siècle. En effet, face à un délitement généralisé de la situation sécuritaire au Sahel où les attentats terroristes sont perpétrés de jour en jour, des solutions d'ordre militaire ont été apportées par les États africains, parmi lesquelles la mise en place de la Force Multinationale Mixte et de la Force Conjointe G5 Sahel.

¹Rapport sur le développement humain (PNUD, 2015)

² Le taux de scolarité (primaire) est de 2,27%. Source CEDPE, Revue scientifique trimestrielle, octobre 2018

³ Enquête réalisé par Search For Common Ground en 2013. https://www.sfcg.org/wp-content/uploads/2013/12/TCH_Dec13_Analyse-des-facteurs-de-conflits-de-catastrophes-naturelles-et-de-la-vulnerabilite-du-systeme-educatif-aux-chocs-au-Tchad.pdf

Sans douter de l'importance de l'approche militaire qui a prouvé son efficacité à plusieurs égards, de nombreuses organisations non gouvernementales ont opté quant à elles, pour une approche *déradico-préventive*, qui permet d'entrer en contact avec les communautés des zones touchées par le phénomène d'extrémisme violent, et de contribuer à leur résilience.

Dans le cadre de ses recherches, le Centre d'Études pour le Développement et la Prévention de l'Extrémisme (CEDPE), acteur parmi tant d'autres qui œuvrent pour la prévention des conflits, a effectué une mission d'études dans la région du Lac Tchad en vue de mieux comprendre les dynamiques qui sous-tendent le développement de l'extrémisme violent dans cette région. La mission effectuée du 29 mars au 05 avril 2018 dans le cadre du projet portant sur la déradicalisation des retournés de Boko Haram, a donc été l'occasion pour le CEDPE de recueillir des données importantes pouvant contribuer à mieux comprendre la typologie des acteurs « retournés » de Boko Haram. C'est dans cette optique de compréhension de la typologie des acteurs de Boko Haram qu'il s'est tenu un atelier le jeudi 25 octobre 2018 à N'Djaména, dans les locaux du CEDPE.

Il s'agit d'un atelier ayant regroupé 77 personnes au total, dont 48 experts issus de nombreuses institutions étatiques et privées. L'atelier s'est déroulé en une journée avec un débriefing le deuxième jour. Il a permis aux experts de travailler afin de ressortir des recommandations pouvant servir à toute fin utile. Les travaux qui ont démarré à 8h30 ont pris fin à 16heures.

I. Activités préliminaires

1. Présentation des participants, mots de bienvenue et présentation de la mission du CEDPE

Préalablement au démarrage effectif des travaux, il a été demandé aux participants de se présenter à tour de rôle. Après les présentations, le **docteur Ahmat Yacoub Dabio**, président fondateur du Centre d'Études pour le Développement et la Prévention de l'Extrémisme a souhaité la bienvenue à tous les participants, et a saisi l'occasion pour remercier le comité

d'organisation et les efforts consentis par les partenaires ayant contribué à l'organisation de l'atelier.

La parole a ensuite été donnée à **M. Brahim Moussa, conseiller du CEDPE**, qui a présenté le contexte dans lequel le CEDPE intervient et le rôle du CEDPE dans la prévention de l'extrémisme violent. Il a enfin de compte présenté également les remerciements du CEDPE aux participants.

2. Exposés divers

Dr. Ahmat Yacoub Dabio a une seconde fois pris la parole pour faire un exposé portant sur le rôle du Tchad dans la lutte contre l'extrémisme violent.

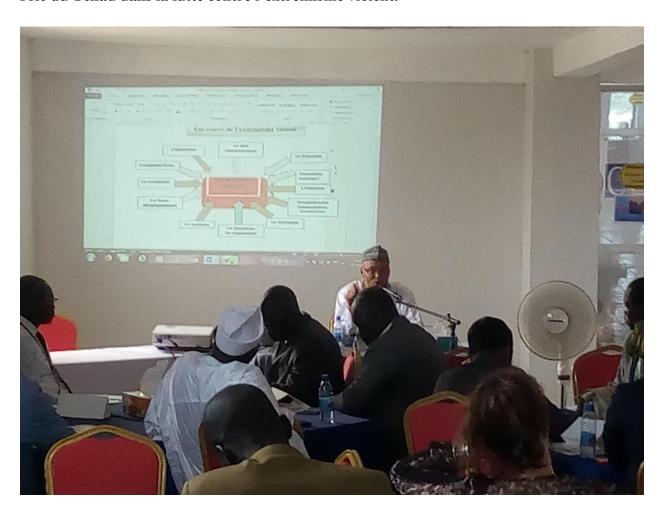


Photo1: Présentation de Dr Ahmat Yacoub Dabio

Selon ce dernier, la première expérience du Tchad en matière de lutte contre l'extrémisme violent date de 2015. C'est à partir de cette année que le combat du pays contre ce phénomène démarre. C'est avec la complicité de certains sympathisants de BH que le groupe a pu commettre des attentats à N'Djamena. Le combat mené par le Tchad contre l'extrémisme violent s'est effectué à 6 niveaux :

- Au niveau social : A partir des premières attaques, la population s'est unie pour apporter son soutien à la lutte contre le groupe terroriste Boko Haram. Les communautés se sont constituées en comités de vigilance, mais aussi elles ont apporté des informations nécessaires pour contrer la pérennisation des attaques.
- Au plan militaire : le Tchad, à travers son armée, s'est investi pleinement à combattre le groupe sur tous les fronts tant au niveau national qu'au niveau international.
- L'aspect religieux : Les religieux se sont unis pour combattre l'extrémisme violent, à travers l'instauration d'une journée nationale de prière en faveur de la paix, mais également à travers la plateforme interconfessionnelle qui regroupe tant les musulmans, que les chrétiens (protestants et catholique), et qui œuvre inlassablement pour une cohabitation pacifique au Tchad.
- **Au plan sécuritaire** : des injonctions fermes ont été données par l'Etat en vue de procéder aux fouilles avant l'accès à tout lieu public.

Au niveau politico-parlementaire : la promulgation de la loi n°034/PR/2015 portant répression des actes de terrorisme.

- Au niveau judiciaire, des membres de Boko Haram ont été arrêtés et jugés par les autorités compétentes.
- **Dr. Ahmat Yacoub Dabio** a par ailleurs insisté sur le fait que les mesures d'ordre sécuritaire et les interventions militaires ne peuvent à elles seules résoudre le problème de l'extrémisme. Il faut y ajouter l'aspect préventif, qui, de son point de vue, est une approche qui n'est pas encore prise en compte par l'Etat. Le CEDPE a quant à lui choisi cette approche pour apporter sa contribution à la lutte contre l'extrémisme violent. Il a également présenté les divers facteurs qui contribuent à la vulnérabilité des populations à l'extrémisme violent au Tchad, parmi lesquels l'ignorance, la pauvreté, l'analphabétisme, la corruption et la marginalisation.

Suite à l'allocution du Président du CEDPE, 2 participants sont intervenus pour apporter un plus à travers leurs commentaires. Le Secrétaire Général du Conseil Supérieur des Affaires Islamiques a quant à lui axé son commentaire sur le rôle et les différentes interventions des religieux (musulmans, catholiques et protestants) en vue de la prévention de l'extrémisme violent.

Dr. Zénabe Terap, professeur à l'Université de N'Djaménaa a précisé que l'extrémisme est supporté par des organisations qui ne baissent pas les bras. Elle propose que l'Etat intervienne pour créer des activités génératrices de revenus aux jeunes (hommes et femmes). Elle a également insisté sur le rôle que doit occuper la femme dans la société.

M. Désiré Oubadjimdehba Directeur du CEDPE a présenté le projet de déradicalisation, surtout le contexte et la zone d'intervention du Projet. Il a également précisé les différents objectifs dudit projet, sa durée et les résultats attendus. L'objectif principal étant de déradicaliser et former 10 repentis parmi lesquels 6 jeunes hommes et 4 jeunes femmes. Les 10 repentis devront être logés au CEDPE pendant une durée de 6 mois. Le CEDPE assure leur encadrement, l'insertion sociale et professionnelle avant de regagner la région du Lac Tchad pour servir de relais entre le CEDPE et la communauté, et apporter leur appui à la cohésion sociale. En somme, cet échantillon, une fois formé, servira de point focal au Lac Tchad et assurera l'insertion sociale du reste de retournés. Désiré a précisé que c'est dans le cadre de ce projet qu'ils ont eu au préalable des entretiens avec de nombreux repentis de BH dans la région du Lac Tchad. C'est suite à ces travaux que les différentes réflexions ont été menées en vue de l'organisation du présent atelier.

Quant à M. Allaïnguébaye Yanyanan dont l'intervention portant sur les caractéristiques socioprofessionnelles de BH a suivi celle de M. Désiré Oubadjimdehba, il a orienté sa présentation sur une étude menée à Bol. Il a tout d'abord présenté le contexte dans lequel l'enquête a été menée. Ensuite il a présenté l'approche méthodologique, avant de s'appesantir sur les résultats obtenus lors de ladite enquête. Les techniques utilisées par BH, selon l'intervenant, sont la terreur, les fausses promesses et l'allocation piégée. Il a ensuite enchaîné avec la typologie des combattants de Boko Haram abordant les différents points suivants : la vie dans les camps de Boko Haram, la vie de combattant de BH, la vie de repenti (post BokoHaram). Il a également fait ressortir dans sa présentation les divers pôles d'activités

socioéconomiques auxquelles se livrent les membres de Boko Haram, à savoir l'agriculture, l'élevage et la pêche, avant de finir sa présentation par une synthèse.



Photo2: Groupe de danse traditionnelle au cours d'une petite pause

A la suite de cette présentation nous avons assisté à une prestation d'un groupe de danse traditionnelle qui a permis aux participants de prendre une petite pause. Ensuite, le Président du Centre a procédé à une projection vidéo présentant un monsieur barbu retenant des poussins sous sa barbe. Selon l'interprétation du président du centre, les poussins représentent nos enfants. Le rôle du CEDPE et de tous les acteurs œuvrant dans la prévention de l'extrémisme violent, est alors d'empêcher que les enfants ne soient recrutés et retenus par les terroristes, à l'instar de ces poussins sous la barbe d'un terroriste. Ensuite il y a eu de nombreuses, questions, remarques et commentaires des participants en vue d'apporter un éclairage sur tout ce qui a été dit par les différents intervenants :

La première question est celle de l'ancien Médiateur de la République Abdoulaye Affadine. Il a demandé « pourquoi le centre a privilégié les repentis, alors qu'il y a aussi les réfugiés et d'autres personnes en situation difficile au Lac. Le centre a répondu en affirmantqu'il y a de nombreux projets au niveau du CEDPE et que les autres projets prennent en compte les autres démunis à l'instar des refugiés. Le choix portant sur un échantillon de 10 repentis s'explique par le fait que le centre n'a pas les moyens de prendre en charge 3000 repentis. Le Centre affirme qu'il reconnaît qu'il y a un problème sur la terminologie, mais que pour le moment le CEDPE a opté pour la terminologie « repentis ».

Deuxième intervention : A vous écouter, vous n'avez aucune idée de ce qu'est l'extrémisme. Il y a des valeurs répandues par l'Occident et que proteste le monde arabe. Le combat contre BH est un combat difficile. Les repentis ne sont pas des repentis, mais plutôt des captifs de BH, qui ont quitté les rangs de BH. Il faut que le Centre approfondisse encore les recherches pour plus de connaissances sur le groupe et sur l'extrémisme violent. Le Centre a répondu que la quête des connaissances sur l'extrémisme violent est l'objectif que se sont fixés les fondateurs, et que si le CEDPE disposait de toutes les connaissances sur le sujet, même le présent atelier n'aurait pas sa raison d'être.

Le troisième intervenant a insisté sur le fait que l'extrémisme violent aujourd'hui est lié à nos vies et met en danger la vie de nos enfants. Il existe plusieurs groupes qui prennent pour masque des slogans religieux, alors qu'ils sont très éloignés des préceptes de la religion musulmane. Ils cherchent à monter les populations contre les gouvernants, afin de changer les régimes et propager leurs idéologies.

Le quatrième intervenant est le représentant de l'ambassadeur du Niger. Selon lui, le Niger utilise la même terminologie de repentis pour désigner les personnes qui ont quitté les rangs de BH. Au Niger, l'État prend en charge les repentis, qui sont encadrés sur le terrain par des points focaux de l'État. Il y a un processus qui les mène vers le désarmement, la démobilisation et la réinsertion (DDR). La réinsertion se fait à travers des activités socioprofessionnelles telles que la menuiserie, la mécanique et l'électricité. A la suite de leur insertion, l'Etat fait un suivi très méticuleux desdits repentis afin d'éviter toute surprise désagréable.

Un autre intervenant a posé la question de savoir« comment le centre entend faire disparaître cette nébuleuse (l'extrémisme violent) un jour ». Le Centre a répondu en affirmant que l'extrémisme ne peut être éliminé par un coup de bâton magique. Nous estimons qu'il faut affaiblir l'extrémisme en contribuant à l'empêcher à recruter les jeunes dont 10% le rejoignent. Si Boko Haram ne parvient plus à recruter les jeunes, il sera affaibli.

Une participante (ancienne ministre) a insisté sur le fait qu'un éclairage doit être apporté au niveau du CEDPE afin de faire la différence entre les terminologies « refugiés », « retournés » et « repentis ». Cette dernière a en outre ajouté que depuis 1960, il n'y a aucune école, aucun centre de santé, aucun service public dans les îles. L'abandon de cette partie du territoire par l'Etat a facilité la tâche au groupe BH. Les gens sont recrutés parce que naïfs, non-instruits et abandonnées par l'Etat. Les repentis doivent selon elle, normalement être jugés, étudiés avant d'être réinsérés dans la société.

Un autre participant a posé la question de savoir quelles sont les mesures préventives prises par l'Etat et les partenaires en vue de mettre fin à l'extrémisme violent au Tchad. Le Centre a indiqué qu'il ne saurait répondre à la place de l'Etat, mais que le Centre quant à lui œuvre pour la prévention à travers la réflexion, la recherche et la mise en œuvre de projets.

C'est à la suite de ces séries de questions-réponses que vont s'enchaîner les travaux en groupe.

II. Déroulement des travaux de groupes

Quatre groupes de travail ont été mis en place, afin de réfléchir sur des thèmes bien précis.

Les travaux de groupes ont pris fin à12h30, suivis de la restitution. Chaque rapporteur de groupe a fait la restitution telle que présentée ci-dessous.

Groupe 1 : Parcours sociaux des acteurs et socialisation à la secte Boko Haram

Selon le groupe 1, la responsabilité des individus dans la radicalisation et à l'adaptation facile dans la secte Boko Haram incombe à l'État car, dans chaque Etat, le gouvernement est censé mettre en place une politique d'éducation nationale ayant pour objectif de développer les

capacités intellectuelle, physique et morale, qui visent le développement intégral de l'individu en vue d'une insertion sociale et professionnelle.

Ce système permet de développer l'esprit de solidarité, d'équité, de tolérance et de stabilité. Cette politique de système éducatif, si elle est mal conçue, et si la majeure partie de la population rate son éducation, cette dernière devient une proie facile pour les extrémistes violents.

Les recommandations faites par le groupe 1 sont les suivantes :

- La scolarisation obligatoire de tous les enfants du Tchad, et de ceux du Lac en particulier;
- L'alphabétisation de tous les adultes du Tchad
- Inscrire dans le budget de l'Etat un programme de développement de la Région du Lac Tchad ;
- Organiser un plaidoyer régional des pays limitrophes du Lac Tchad auprès des partenaires en vue du développement de la Région ;
- Renforcer le programme des enseignements dans les écoles coraniques sous la supervision du Conseil Supérieur des Affaires Islamiques ;
- Organiser des échanges interculturels entre les jeunes du Lac Tchad et ceux des autres Régions pour une évolution des mentalités ;
- Les partenaires internationaux doivent soutenir le gouvernement tchadien dans la lutte contre la secte BokoHaram.
- Renforcer les capacités théologiques des religieux et en particulier des imams et prédicateurs.

Groupe 2 : Enjeux et situation des femmes et enfants dans les processus d'enrôlement et d'adaptation, perspectives en matière de désengagement

Le deuxième groupe a ressorti dans son travail le fait que les femmes doivent prendre conscience du danger que représente l'extrémisme violent, afin d'éduquer les enfants et réduire leur vulnérabilité aux idéologies qui mènent à l'extrémisme violent. Les membres de ce groupe ont identifié les facteurs suivants comme étant ceux qui facilitent l'enrôlement des femmes et des enfants dans les groupes d'extrémisme violent :

- L'absence de structure de base ;
- La pauvreté;
- La mauvaise gouvernance;
- Les fausses promesses ;
- L'ignorance;
- L'absence des activités génératrices de revenus ;
- Mauvaise gouvernance locale;
- Manque de sensibilisation ;
- La vulnérabilité des enfants et des femmes ;
- La naïveté.

Selon ce groupe, il y a deux moyens qui permettent aux femmes et enfants de s'adapter à la secte Boko Haram :

- Le syndrome de Stokholm⁴ qui est un phénomène psychologique observé chez les otages ayant vécu durant une période prolongée avec leurs geôliers et qui ont développé une sorte d'empathie, de contagion émotionnelle vis-à-vis de ceux-ci, selon les mécanismes complexes d'identification et de survie.
- L'adaptation par contrainte.

Ils ont également ressorti dans leurs travaux les rôles joués par les femmes et les enfants au sein de Boko Haram. Ils sont utilisés comme Kamikazes, comme « mères-pondeuses », comme amazones héroïnes, et pour faciliter l'accès à certains endroits.

Ils ont également fait des recommandations en vue de mieux prévenir l'extrémisme violent. Les dites recommandations seront uniformisées avec celles des autres groupes et lues à la fin de l'atelier. Il s'agit de :

- La création des centres d'accueil et d'insertion ;
- La prise en charge psychosociale des repentis ;
- La sensibilisation de toutes les couches sociales, surtout les couches les plus vulnérables ;
- La création des activités génératrices de revenus ;

⁴ Le syndrome de Stokholm tire son nom d'une prise d'otages des années 70 durant laquelle les otages prennent la défense de leurs ravisseurs.

- La création des infrastructures de base (éducation, de santé, juridique...);
- La création d'espaces d'épanouissement pour les femmes et les enfants ;
- La création des centres d'accueil et d'insertion.

Groupe 3 : Questionnement méthodologique et perspectives pour affiner l'analyse

Les résultats des travaux du groupe 3 portant sur la méthodologie de collecte des données de l'enquête effectuée à Bol sont présentés ci-après :

Méthodologie de collecte de données

❖ Identification

- Zones d'intervention: Bol;
- Groupe cible : Repentis de BokoHaram.

Préparation des moyens d'action

- Planification;
- Elaboration du questionnaire.

Organisation de la mission

- Contact des autorités compétentes : centrales et locales (autorités administratives et traditionnelles) ;
- Présentation de la mission aux autorités (cause et objet) ;
- Recherche des autorisations (autorités centrales) des facilités ;
- Recherche des traducteurs (autorités locales);
- Rencontre avec les repentis (enquête, questions, explication)
- Détermination de la durée : fin mars début avril

❖ Objectifs du centre

- Travailler sur une pédagogie d'insertion sociale et professionnelle à travers un échantillon déterminé (10 personnes);
- Prise en charge des 10 personnes au centre et retour à Bol pour servir de point focal ;
- Durée de la réinsertion : six mois ;
- Coût de la prise en charge par personne : 5314 FCFA⁵ par nuitée et par personne ;

⁵ Environ 8 €uro par personne et par nuitée

- Détermination des causes d'adhésion à Boko Haram: mauvaise gouvernance, injustice sociale, pauvreté, chômage, ignorance, incitation,
- Raisons du retour des repentis : oppression, déception, prise de conscience, fuite, répression.

Categorisation

- Mener une étude statistique⁶;
- Déterminer les tranches d'âges, le sexe, les générations, les causes d'adhésion et de retour ;
- Détermination du mode de recrutement : volontaire et involontaire

Atouts de l'enquête et difficultés

- Atouts : enquête menée par des nationaux, collecte des données réelles, fonds propres du centre ;
- Difficultés : financières, matérielles, administratives, prise de risques, peur.

Recommendations

- A l'endroit des autorités : facilitation de la mission du centre ;
- A l'endroit des partenaires (organisations nationales, régionales et internationales) :
 appuyer le centre matériellement et financièrement en vue de la finalisation de ses projets ;
- A l'endroit du centre : renforcer davantage l'analyse, améliorer la typologie, énumérer les attentes, crédibiliser les actions du centre.

Groupe 4 : Dividende socioprofessionnelle des nouveaux enrôlés dans le renforcement des capacités de résistance et de nuisance de Boko Haram (dont les apports des différents acteurs à tous les niveaux dans la survie de Boko Haram. Comment la secte organise et met en place une discipline dans les activités économiques pour son fonctionnement).

Les travaux du groupe 4 ont porté sur les points suivants :

❖ Montrer les apports des différents acteurs dans la survie de Boko Harm

⁶ Cette étude est en cours de réalisation et tout soutien dans ce sens est le bienvenu.

Selon ce groupe, il y a deux formes d'apports. Les apports en nature et les apports en espèce.

a. Apports en nature

Les apports en nature des différents acteurs en vue de la survie de Boko Haram sont les suivants:

- Agriculture (mil, sorgho, maïs, riz, blé, poivron);
- Élevage (troupeaux sur pieds);
- Pêche (poissons fumés, séchés ou frais);
- Attaques (butin de guerre);
- Pillages (butin de guerre);
- Trafic (drogues, armes, migration, etc.).

b. Apport en Espèce

Les apports en espèce portent sur les éléments suivants:

- Contribution volontaire ou involontaire ;
- Contrebandes;
- Dons en espèce.
- ❖ Montrer comment les nouvelles recrues contribuent à renforcer la capacité de nuisance de Boko Haram
- Elles constituent une nouvelle dynamique ;
- Elles livrent plus d'infos sur l'administration et les positions militaires
- Motivation des nouvelles recrues à travers le sang neuf ;
- Augmentation des effectifs ;
- Accroissement possible des attaques ;
- Impact positif sur la capacité de nuisance.
- ❖ Dire comment Boko Haram continue par résister aux États, organismes, populations ... malgré le combat acharné.

a. Résistance aux États :

Les éléments suivants permettent, selon le groupe 4, au Boko Haram de continuer de résister aux Etats :

- Manque d'intégration, d'accompagnement du volet de résilience aux actions de sécurité ;

- Les moyens de l'État sont limités ;
- La porosité des frontières ;
- L'inaccessibilité des zones ;

b. Résistance aux organismes :

L'insuffisance de synergie d'actions est le facteur permettant à Boko Haram de résister aux combats menés par les organismes.

c. Résistance aux populations :

La secte continue d'influencer les populations à travers :

- La diffusion des idéologies ;
- La terreur:
- La menace.

Recommandations

Les recommandations suivantes ont été faites par le groupe 4 à la fin de la restitution :

- Instaurer un système de contrôle moderne et intégré au niveau des postes frontaliers ;
- Développer plus la synergie d'actions entre les États et les organismes ;
- Renforcer les coopérations entre les États ;
- Mettre en place des patrouilles conjointes au niveau des frontières ;
- Mettre en place une stratégie de communication pour le changement des comportements ;
- Renforcer la résilience au niveau des communautés ;
- Renforcement des capacités des acteurs de développement.

Après la restitution, les participants ont pris une pause avant de reprendre le travail des rapporteurs de groupes en vue de l'uniformisation des recommandations faites par chaque groupe. Pendant que les rapporteurs de groupe effectuaient leur travail, M. Gustave Allamine Taha a fait une présentation portant sur le thème « **prévention et réinsertion : quelles pistes de solutions** ».

Il a été question pour ce dernier de rappeler les solutions envisagées par le CEDPE en vue de prévenir l'extrémisme violent dans la région du Lac Tchad. M. Gustave a brièvement présenté à travers son exposé les outils envisagés pour accroître la résilience des communautés de la région du Lac. Il a insisté sur la nécessité d'impliquer les 10 *retournés* pris en compte par le CEDPE, dans le processus de sensibilisation des communautés de la Région du Lac Tchad, à travers des outils de communication sociale que sont le théâtre participatif et le cinéma mobile.

Ce dernier exposé sera suivi par la lecture des recommandations générales faites par les participants.

Recommandations générales

A l'issue des travaux, les recommandations suivantes ont été formulées et lues par le comité en charge de leur uniformisation « Nous, participants à l'atelier sur la présentation et échanges autour de la typologie des retournés de Boko Haram, organisé par le Centre d'Études pour le développement et la Prévention de l'Extrémisme, tenu à son siège, au quartier Ndjari Dar assalam, ce jour 25 octobre 2018, recommandons ce qui suit » :

1. Au Gouvernement et aux partenaires

Vu le rôle premier de l'État dans la mise en œuvre de politiques publiques de prévention, en particulier dans les zones marginalisées et rurales, l'atelier fait les recommandations suivantes :

- Améliorer la gouvernance et renforcer les projets de développement de la région ;
- Prendre des mesures adéquates en vue de la promotion des droits de l'homme dans la région ;
- Sensibiliser les couches sociales, surtout les couches les plus vulnérables ;
- Créer des activités génératrices de revenus ;
- Créer des infrastructures de base (éducation, santé...);
- Créer des centres de formation pour les femmes et les jeunes ;
- Assurer la prise en charge psychosociale et juridique effective des retournés;
- Rendre effectif la scolarisation obligatoire et la gratuité de l'enseignement de base ;
- Renforcer l'alphabétisation fonctionnelle des adultes au niveau de la région ;

- Plaider pour un développement de la région auprès des partenaires internationaux ;
- Inviter les différents responsables du culte à participer aux programmes scolaires ;
- Organiser des échanges interculturels entre les jeunes des différentes provinces ;
- Promouvoir le mouvement scout dans l'ensemble du pays ;
- Faciliter la mission du centre ;
- Instaurer un système de contrôle intégré au niveau des postes frontaliers ;
- Développer davantage la synergie d'action entre les États et les organismes;
- Renforcer la coopération entre les États de la sous-région;
- Mettre en place des patrouilles conjointes au niveau des frontières ;
- Mettre en place une stratégie de communication pour le changement des comportements ;
- Renforcer la résilience au niveau communautaire ;
- Créer des centres d'accueil et d'insertion pour les repentis ;
- Prendre en charge, psychologiquement et socialement, les retournés ;
- Appuyer le centre, matériellement et financièrement, en vue de la finalisation de ses projets ;
- Soutenir le gouvernement dans la lutte contre le terrorisme ;
- Soutenir les projets gouvernementaux contribuant à la lutte contre l'extrémisme ;
- Soutenir le renforcement des capacités des acteurs de développement.

2. À l'endroit des leaders religieux

- Renforcer la formation théologique des religieux, notamment les imams et les prédicateurs ;
- Renforcer le curricula par l'introduction des matières islamiques ;
- Renforcer les attributions du Conseil supérieur des affaires islamiques en matière de financement et de construction des mosquées et écoles coraniques.

3. À l'endroit du CEDPE

- Renforcer davantage la collecte et l'analyse des données ;
- Améliorer la typologie des retournés ;
- Opérationnaliser les attentes des stratégies du Centre ;
- Crédibiliser ses activités.

A la fin de la lecture des recommandations, le représentant des participants a lu, au nom de tous les participants une motion de remerciement, avant la clôture de l'atelier par le mot du Président du centre.



Photo3: Comité chargé de l'uniformisation et de la lecture des recommandations.

Conclusion et perspectives

Au terme de cet atelier, l'on peut affirmer avec assurance que les travaux se sont déroulés sans aucun incident. Toutes les mesures sécuritaires ont été prises à cet effet. Malgré le démarrage des travaux avec un léger retard de 15 mn par rapport au programme, ces derniers ont

pris fin à l'heure prévue. Cet atelier a permis de mettre en place les bases d'une série d'autres activités parmi lesquelles l'organisation d'un deuxième atelier dans la première quinzaine de janvier 2019⁷, et l'implémentation des activités faisant suite au projet de déradicalisation.

- ✓ Étant donné l'absence d'une stratégie claire tant au niveau national qu'au niveau régional pouvant prendre en charge les retournés pour assurer une insertion socioprofessionnelle ;
- ✓ Considérant qu'il existe une multitude d'acteurs avec de nombreuses initiatives de prévention quelque fois incohérentes et non coordonnées ;
- ✓ Soucieux d'intégrer et de coordonner les initiatives de prévention de l'extrémisme pour en créer une approche préventive positive régionale ;

Le deuxième atelier sera plus large avec pour objectif d'impliquer les acteurs⁸ concernés par la problématique dans le but d'adopter une approche holistique et pragmatique axée sur la recherche de résultats concrets.

Par ailleurs, force est de souligner qu'il est essentiel de renforcer le lien entre les différentes couches sociétales d'une part, et entre celles-ci et l'État d'autre part, afin de consolider le « vivre ensemble en paix », une initiative algérienne adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies⁹ en janvier 2018 et qui vise à promouvoir la tolérance, la paix et l'inclusion. La notion d'appropriation locale s'inscrit dans l'agenda des Nations Unies sur la pérennisation de la paix, selon lequel l'inclusion d'acteurs locaux est indispensable à instaurer et maintenir une paix durable ; il en va de même pour une prévention effective de l'extrémisme violent¹⁰.

Vu l'importance de l'objectif fixé par le présent atelier, les éléments produits au cours des travaux et les recommandations qui y ont découlées devront renforcer les connaissances et contribuer à l'élaboration de meilleurs outils de prévention de l'extrémisme violent au Sahel-Sahara. Il est fortement conseillé de procéder à des études statistiques scientifiques sur la base des données déjà collectées¹¹ par le CEDPE.

⁷La date du jeudi 10 janvier 2019 est envisageable.

⁸Institutions publiques, responsables politiques, jeunes, femmes, société civile, médias, forces de défense et de sécurité, acteurs éducatifs et culturels, chefs religieux et traditionnels, chercheurs, etc.

⁹Investir dans la paix et la prévention de la violence au Sahel-Sahara (Résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies (8 décembre 2017), Doc. ONU A/RES/72/130, 15 janvier 2018)

¹⁰ International Peace Institute

¹¹ Une enquête sur un échantillon de 285/2200 repentis constitue une base de données collectées par le CEDPE en avril 2018. Vu le contexte sécuritaire, il est conseillé d'exploiter cette base de données pour l'instant.

Tout compte fait, l'organisation d'un pareil événement ayant regroupé des experts venus de différents horizons a permis de confronter les connaissances, de partager les expériences, mais aussi et surtout, a donné l'occasion au jeune CEDPE de faire une analyse de ses forces et faiblesses, d'avoir une vue objective de l'environnement dans lequel pourront être organisés ses prochaines activités, mais aussi des enjeux liés à l'organisation des ateliers de cette envergure.

:

Programme

PRESENTATION ET ECHANGE AUTOUR DE LA TYPOLOGIE « DES RETOURNES » DE BOKO HARM

ECHANGES SUR LES STRATEGIES DE GESTION DU RETOUR

Animateur et Rapporteur

Allamine Gustave et Mme FidélineNjenaissem

08H 00 => Accueil et inscriptions des participants Cocktail (café, thé.....)

08H30 =>**OUVERTURE**

- Dr Ahmat Yacoub Dabio, Président Fondateur du (CEDPE), Propos introductif, rôle du Tchad dans la lutte contre l'extrémisme ;
- M. Brahim Moussa Enseignant chercheur à l'université du Tchad, Conseiller du CEDPE, Mission du CEPDE ;
- M. Oubadjimdehba Désiré, Directeur général du CEDPE, Présentation du projet de déradicalisation
- M. Allaïnguebaye Yanyanan, sociologue chargé de la formation, quels sont les caractéristiques socioprofessionnels des retournés de Boko Haram?

10H45 => 4 Groupes de travail de 10 à 12 personnes

- Groupe 1 : Parcours sociaux des acteurs et socialisation à la secte Boko Haram.
- Groupe 2 : Enjeux et situation des femmes et enfants dans les processus d'enrôlement et d'adaptation, perspectives en matière de désengagement.
- Groupe 3 : questionnement méthodologique et perspectives pour affiner l'analyse (sous la direction du Dr. GondeuLadiba, chercheur socio

	anthropologue)	
	- Groupe 4 : Dividende socioprofessionnel des nouveaux enrôlés dans le renforcement des capacités de résistance et de nuisance de BokoHaram (dont Les apports des différents acteurs à tous les niveaux dans la survie de BokoHaram. Comment la secte organise et met en place une discipline dans les activités économiques pour son fonctionnement.	
12H15	Restitution des travaux des groupes	
	Pause déjeuné	
13H15		
	Prévention et réinsertion : quelles pistes d'actions ? Communication et	
14H15	discussions.	
	* Prise en charge éducative et réinsertion socioprofessionnelle, le rôle de l'éducation ;	
	* Recommandations face aux défis du changement climatique	
	synthèse et recommandations.	
15H30		
	Fin des travaux	
16H		

26 octobre 2018 8H - 10H

Réunion d'évaluation de l'atelier (CEDPE – Partenaires)

Liste des participants - N'Ndjamena-Tchad, 25 octobre 2018

(77 personnes au total, dont 48 experts issus d'institutions étatiques et privées)

N°	Nom et prénoms	Fonction et contacts
1	Abdelaziz Oumar Hassaballa	Chargé de communication au CEDPE
2	Abdelrazakh Soumaïne	Protocole
3	Abdoulaye Arouna Assane	Commissaire principal police Attaché police ambassade du Niger
4	Abdoulaye Kamat	GPX
5	Adoum Mahama	Etudiant universitaire
6	Agassiz Baroum	Sociologue, expert en Genre et Développement, Chef de service de prévention de l'Extrémisme, des initiatives de paix et de sécurité au CEDPE

7	Ahmat Haroun Larry	Chercheur politologue
8	Alamine Gustave	Facilitateur de développement
9	Alias Telbaye	DLCT
10	Allah Yamel Omnilla	Hôtesse
11	Allaïnguébaye Yanyanan	Sociologue, chargé de la formation au CEDPE
12	Alsamo	Sécurité
13	Bakry Yacoub	Association gestion des conflits intercommunautaire
14	Brahim Mahamat Kourtou	Directeur pays P4P-USAID
15	Brahim Moussa	Enseignant-chercheur à l'université de N'Djamena, conseiller au CEDPE
16	Cheikh Abdeldayim Abdulay	Vice-Président du conseil supérieur des affaires islamiques
17	CPP Abdoulaye Abouna	Attaché de police ambassade du Niger
18	Dana Jane	DUE Sénégal groupe régionale
19	Denemadji félicité	hôtesse
20	Djoinkain Malory	Coordonnateur des activités médias Equal Access
21	Dominika Sikorska	Chargée de réponse aux crisesService des instruments de politique étrangère de l'UE – Equipe régionale – Af. de l'Ouest, Bassin du L.T et Gabon
22	Dr. Ahmat Abderahman Haggar	Professeur à l'université
23	Dr. Ahmat Yacoub	Présidentfondateur du CEDPE
24	Dr. Baba Malaye	Directeur Général du Centre National pour la Recherche et le Développement (CNRD)
25	Dr. Mahdi Mahamat	Professeur à l'université
26	Dr. Vincent de Paul	Sociologue anthropologue, doyen de la faculté des sc. H.
27	Dr. Zenabe Terabe Abdoulay	Professeur à l'Université
28	Emmanuel Salliot	Chargé des opérations projet PPREV-UE
29	Fadoul Adam Awad	Chargé de la communication SWEED
30	Falmata Hassan Mahamat	Présidente de l'ONG AFFOV
31	François Dubeau	Expert contre-terrorisme – Délégation de l'UE
32	Gaïssala Dayang Garandi	Membre de l'antenne G5 Sahel
33	Gomdigui Alexis	Sécurité-gardien
34	Hafadine Abdoulaye	Ancien Médiateur de la République expert en gestion des conflits

35	Hamza Mht Senoussi	Administration et des finances de CEDPE
36	Houra Mahadine	CEDPE
37	Issa Mahamat	Protocole/ barbecue
38	Kagonbé Teyane	Chargé de communication commune 8ème arrondissement
39	Kebir Mht Abdoulaye	Directeur des statistiques et de la communication de l'autorité de régulation des marchés publics.
40	KindiBoukai	Hôtesse
41	Ladiba Gondeu Augustin	Socio-anthropologue, chercheur, Université de N'Djaména,
42	Luis Martinez	Directeur scientifique projet PPREV-UE
43	Mahamat	Sécurité
44	Mahamat Abbdelkerim	Protocole/ barbecue
45	Mahamat Abderahmane	Unversitaire enseignant au CEDPE
46	Mahamat Ahmat	Commissaire de police
47	Mahamat Saleh Haroun	Commissaire de police
48	Malik Mahamat Tidjani	universitaire
49	Mariam Abdoulaye	Universitaire, service de déminage HCND
50	Max- Gambou	Inspecteur action sociale
51	Mbangalingar Valerie	Hôtesse
52	Mingeline	DSP
53	Mme Ousman née Apoïjane	Maire 2ème adjoint du 9ème arrondissement
54	MmeYakouraMalloum	CONAF -Tchad
55	MokhtarAlhabib	Protocole
56	Mokhtar Wawa Dahab	Ambassadeur du Tchad en Algérie
57	Monodji Eric	Animateur
58	Nedeneram Stephanie	Hôtesse
59	Njenaissem Djingamko Fideline	Economiste, Secrétaire adjoint Chargé de Communication au CEDPE
60	Oubadjimdehba Désiré	Historien, Directeur Général du CEDPE
61	Ousmane Moumine	CRASH
62	Pr Mahommed Se-id Abbazene	Spécialiste en religion et théologien

63	Sali Modibo	Technicien CEDPE
	G: : 11	
64	Siri – Julien	Directeur de communication ambassade de Burkina Faso
65	Younous Ibedou	Universitaire, conseiller CEDPE
77	+ 12 animateurs	Ballet national